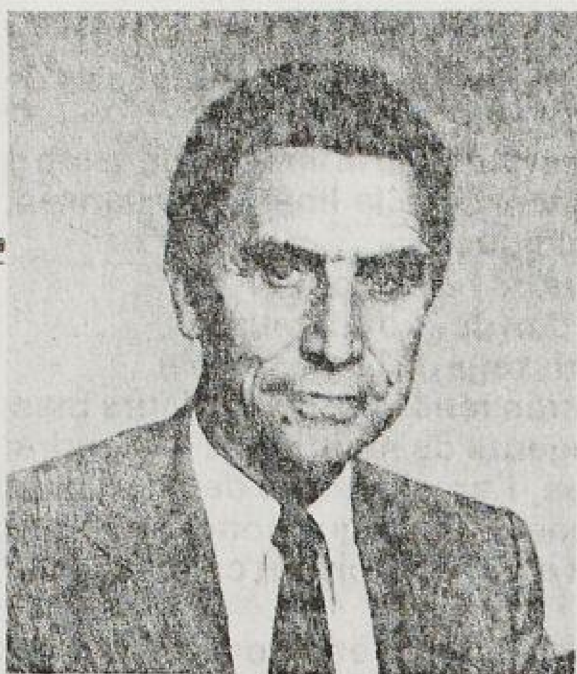


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT D'INDRE-et-LOIRE
**PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION**
**ELECTION LÉGISLATIVE DES 14 ET 21 JUIN 1981**

# JEAN ROYER

MAIRE DE TOURS, CONSEILLER GENERAL

**CANDIDAT SANS PARTI POLITIQUE**

SUPPLÉANT **MICHEL BEUCHER**
CADRE COMMERCIAL A EDF
CONSEILLER MUNICIPAL DE TOURS

**TOURANGELLES,**
**TOURANGEAUX,**

Dans la compétition législative vive, serrée, ardente, je m'engage avec conviction et avec détermination.

***Je ne fais que poursuivre ma lutte puisque, depuis 1978, je me suis efforcé de faire avancer la majorité de l'Assemblée Nationale vers plus de progrès économique et social et vers la pratique de la rigueur financière.***

Membre de la commission des finances, rapporteur du budget de l'Education Nationale, je suis intervenu souvent à la tribune, auprès des ministres et des grands services de l'Etat afin d'améliorer la politique nationale et de soutenir les intérêts de Tours et du département.

## SUR LE PLAN NATIONAL

### POUR LE PROGRÈS ECONOMIQUE

- afin de **développer les inventions**
- afin de créer et d'utiliser **de nouvelles sources d'énergie** (intervention sur le 8ème plan qui aboutit à retenir le projet de l'alcool carburant national, réunion d'experts à l'Assemblée et congrès national à Tours en 1979 pour l'utilisation de l'alcool, de la gazéification du charbon, des micro-centrales hydrauliques, des usines marémotrices).
- afin de **lancer des programmes de grands travaux** notamment pour l'aménagement du Bassin de la Loire
- **et d'implanter de nouvelles activités** agricoles, industrielles et commerciales dans le département en particulier à Tours et près des Centrales nucléaires.

### POUR LE PROGRÈS SOCIAL

**J'AI OBTENU GRÂCE A MON RAPPORT SUR LE BUDGET DE L'EDUCATION ET AU SOUTIEN D'AMENDEMENTS DANS LA DISCUSSION BUDGETAIRE :**

- **une augmentation importante du crédit des bourses** (280 millions de F) **destinées aux familles modestes**, le nombre des boursiers passant de 1.590.000 à 1.910.000 ce qui vaut tous les discours sur la démocratisation de l'enseignement.
- **un plan de titularisation** pour quelque 30.000 maîtres auxiliaires du second degré sur une durée de cinq ans.
- **un accroissement du crédit** d'entretien des établissements scolaires de 25 millions.
- **des habilitations cohérentes** pour l'Université ainsi que pour le progrès économique.

**JE ME SUIS BATTU ET CONTINUE DE ME BATTRE AVEC TOUTE MON ENERGIE POUR :**

- **organiser par l'alternance la formation professionnelle des jeunes**, en l'étendant jusqu'aux stages dans les services publics.
- faciliter l'action des commerçants et des artisans par le développement des sociétés de **cautionnement mutuel** et la création de centres de gestion et d'assistance technique, **pour encourager et soutenir l'initiative individuelle.**
- renforcer les moyens de la protection préventive et de la justice.
- développer **le sport scolaire.**
- poser le problème **de la défense des populations civiles.**

## SUR LE PLAN LOCAL

**J'ai apporté tout mon concours et tout mon poids aux entreprises en difficulté** (Voyer, Mame, Schmidt, Savebag, Cogeco...) **et à leurs personnels.**

Je suis intervenu pour aider Sprague à étendre prochainement ses activités, pour lancer l'Ecole Supérieure de Commerce et pour implanter l'Institut du médicament à Tours.

**J'ai agi pour créer des postes d'enseignants** à la veille des rentrées scolaires, **pour ouvrir des postes supplémentaires** à l'Hôpital Trousseau, pour obtenir **les subventions de l'Etat** (4,8 millions pour l'extension du Lycée d'enseignement professionnel Albert Bayet entre autres exemples).

Pendant que mes adversaires ont multiplié les attaques stériles, **j'ai engagé à fond ma responsabilité pour le bien commun.**

***L'alternance présidentielle, s'étant démocratiquement réalisée, il m'apparaît en conscience que les propositions et les projets socialistes et communistes présentent des risques et des dangers sérieux pour les finances et l'économie nationales :***

**JE SUIS TRÈS INQUIET DES RISQUES FINANCIERS ET ÉCONOMIQUES QUE VA PRENDRE LE P.S. :**

- La hausse dramatique des taux d'intérêt, la diminution de nos réserves monétaires rendent quasi impossible la

relance de l'économie par la consommation. En revanche, si l'on baisse les taux, le franc n'aura plus de défense. Le risque est grand par conséquent de connaître et d'aggraver la récession économique et le chômage.

• Bien que des réajustements en matière de salaires, d'allocations et d'appuis s'avèrent effectivement nécessaires, toutes largesses excessives en matière de rémunérations et de prestations sociales alourdiraient les charges des entreprises, gonfleraient le déficit des finances publiques et se retourneraient contre les travailleurs en raison d'une flambée des prix. Et le gouvernement actuel le sait parfaitement.

JE SUIS EN DÉSACCORD TOTAL AVEC LA DÉMAGOGIE DU PARTI COMMUNISTE ET JE FAIS APPEL, A L'ESPRIT CRITIQUE DE CHACUN D'ENTRE VOUS :

Imposer dans l'immédiat 35 heures de travail payées au niveau de 40, imposer le contrôle des prix à la production et à la distribution, alourdir les charges sociales des entreprises (alors que le problème de l'heure est de les alléger), nationaliser 23 groupes industriels d'une manière dissuasive pour l'épargne, c'est prendre le risque de démanteler l'économie française et se moquer de la population laborieuse de notre pays.

Les nouvelles équipes politiques risquent d'être dangereusement serrées entre les promesses et les contraintes alors que l'économie connaît une croissance faible, une situation financière fragile.

C'est pourquoi l'Assemblée Nationale doit exercer, plus que jamais, sur le gouvernement, un contrôle à la fois rigoureux et constructif pour éviter les excès et maintenir les équilibres.

***C'est pourquoi je préfère présenter un programme économique social et culturel cohérent et réaliste dans la sécurité et pour la paix: Ce qui inclut évidemment des objectifs de générosité et de progrès social :***

## SUR LE PLAN ECONOMIQUE

CRÉER DES EMPLOIS, C'EST-À-DIRE LUTTER PRIORITAIREMENT POUR CONTENIR LA HAUSSE DES PRIX, ACTIVER LA CROISSANCE ET LA PRODUCTIVITÉ EN METTANT EN APPLICATION LES MESURES SUIVANTES :

• Abaissement sensible des charges sociales et fiscales pesant sur les entreprises.

• Développement de toutes les formes d'énergie, du nucléaire, de l'utilisation du charbon, de l'alcool, des micro-centrales hydrauliques et plus généralement exploitation de toutes les ressources économiques nationales pour diminuer les importations de métaux, de bois, de produits énergétiques, de machines, de camions, de textiles, de cuivre, de mécanique de précision, au profit de nos usines.

• Progression nécessaire mais mesurée des rémunérations en fonction de la croissance et de la productivité.

• Utilisation étendue et décentralisée des prêts, à taux raisonnable, du fonds de développement économique et social et de l'épargne populaire.

• Mise en place progressive d'une économie contractuelle :

- entre les professionnels de la distribution et de la production.

- entre les états étrangers et la France, susceptible de supprimer les positions dominantes et les concurrences abusives et de répartir équitablement les charges, les risques et les profits.

## AU NIVEAU DE L'EVOLUTION SOCIALE

• L'éducation doit se renouveler et se développer grâce :

- au maintien effectif de la liberté complète de l'enseignement, conséquence de la liberté de pensée et condition des libertés politiques.
- à la pratique de l'alternance.
- à la promotion des éducateurs
- à l'apprentissage de la vie sociale

• La promotion réelle des travailleurs manuels, la participation des agents de maîtrise et des cadres à la marche des entreprises, l'amélioration des conditions de travail, la pratique d'une authentique concertation entre les partenaires sociaux et l'Etat, doivent contribuer à l'équilibre social.

• Les familles doivent être considérées et aidées (salaire maternel à partir de trois enfants, travail de la femme à temps partiel) et les personnes âgées bien intégrées dans la vie des cités.

## AU NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT

• Un plan de construction, de réhabilitation des immeubles anciens, de grands travaux d'aménagement et de reboisement doit être l'objet de lois - programmes pluriannuelles.

• Les sports doivent être développés y compris au moyen de la création d'un corps national de moniteurs.

• La lutte contre les pollutions doit continuer à être activement menée notamment contre le bruit.

QUANT A LA SECURITE INTERIEURE ET LA PAIX A L'EXTERIEUR, LA POLITIQUE NATIONALE DOIT ATTEINDRE LES OBJECTIFS SUIVANTS :

• Sécurité accrue pour les biens et les personnes notamment par l'action préventive

• Elargissement des moyens de la justice

• Solidité de la défense nationale avec tous les moyens techniques et financiers que comporte son adaptation tactique et stratégique

• Renouvellement de l'influence de la France au sein de l'Alliance Atlantique et de la Communauté européenne

• Maintien de l'équilibre des forces dans le monde, échec à toutes les formes de l'impérialisme

• Promotion d'une véritable justice internationale basée sur des accords contractuels entre pays riches et pays pauvres dont les dettes devraient être progressivement annulées et les efforts agricoles et artisanaux vigoureusement appuyés.

Ma conviction intime reste, plus que jamais, que les problèmes posés par notre économie, notre vie sociale et politique et les relations internationales sont si nombreux et si difficiles que leurs solutions ne seront jamais le fait d'une idéologie, d'un parti ou de puissants intérêts : elles seront finalement apportées par les recherches, les efforts, la ténacité de tout un peuple rassemblé sur l'essentiel.

Je me présence donc à vos suffrages puisque par l'exercice de mes mandats au sein de l'Assemblée, de deux gouvernements, de la mairie, du conseil général, je suis familier de l'exercice des affaires publiques et que j'ai toujours exercé mon action et mes responsabilités avec une réelle indépendance.

AU PARLEMENT, JE CONTINUERAI A VOTER LIBREMENT, ECARTANT LES EXCÈS, LES ERREURS POLITIQUES OU FINANCIERES MAIS SOUTENANT TOUTES LES MESURES, TOUTES LES RÉFORMES, TOUS LES BUDGETS QUI ME PARAÎTRONT FAVORABLES A L'INTÉRÊT NATIONAL. JE MÈNERAI DONC UNE ACTION DE CONTRÔLE ET D'INCITATION DANS UN SENS CONSTRUCTIF POUR LE BIEN DE LA FRANCE ET DE LA REPUBLIQUE.

Tourangelles, Tourangeaux appuyez-moi de votre confiance.

Jean ROYER

Imp. de la Place, St-Avertin.